

La banlieue attend toujours son plan Marshall

VILLE. Deux ans après les émeutes dans les cités, leurs habitants ne voient toujours pas se concrétiser les promesses faites en matière d'emploi, de lutte contre la discrimination ou de sécurité. Des mesures sont toutefois attendues pour début 2008.

IL Y A DEUX ANS jour pour jour, Zyed et Bouna, deux ados de Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) mouraient électrocutés dans un transformateur après avoir été poursuivis par des policiers. S'ensuivaient trois semaines historiques d'émeutes urbaines, 10 000 voitures brûlées, 4 700 arrestations, un état d'urgence, des promesses gouvernementales de grands changements. Et puis, une fois le retour au calme, 6 millions d'âmes qui vivent dans les cités sensibles de France reprenaient espoir : cette fois-ci, leur quotidien, morose, s'éclaircirait, leur environnement deviendrait, enfin, « une priorité nationale ».

« Ça peut de nouveau exploser du jour au lendemain »

Sept cent trente jours plus tard, la situation a-t-elle évolué « en périphérie » ? « Non ! » répond-on presque partout le long des barres. Certaines voix disent même, à l'instar du maire socialiste de Sarcelles (Val-d'Oise), François Pupponi, qu'elle s'est aggravée. Le rappeur Rost, président de l'association Banlieues actives, avertit : « Ça peut de nouveau exploser du jour au lendemain. Tout ce qui a été réalisé pour les quartiers n'est que poudre aux yeux. Et pendant ce temps, les riches bénéficient de milliards d'euros en cadeaux fiscaux. »



Le taux de chômage est encore deux fois plus élevé que la moyenne nationale dans les 715 zones urbaines sensibles. Mais pour certaines entreprises, il est désormais « tendance » d'embaucher dans les cités. (LP/OLIVIER CORSAN.)

Les tags n'ont pas disparu des façades défraîchies des HLM, l'échec scolaire, l'économie souterraine, l'enclavement... sont toujours d'actualité. Tout comme les discriminations. « De plus en plus de surdiplômés des cités se barrent à l'étranger parce qu'on ne veut pas d'eux chez nous », regrette Rost. Le taux de chômage est encore deux fois plus élevé

dans les 715 zones urbaines sensibles que la moyenne nationale, même si, comme le reste du territoire, il a baissé de 10 % entre 2005 et 2006. Pléthore d'associations en quête perpétuelle de subventions se demandent où sont bien passés les 100 millions d'euros qui devaient leur être distribués au lendemain de « l'insurrection ». Les rela-

tions entre les jeunes et la police demeurent ultratendues.

Pour autant, il serait faux de dire que « rien n'a bougé ». Ici ou là, le décor s'est embelli, profitant des politiques de rénovation urbaine. Doté de 98 millions d'euros, le « programme de réussite éducative » impulsé par la nouvelle Agence nationale pour la cohésion sociale et

l'égalité des chances touche aujourd'hui près de 100 000 enfants. Surtout, l'image de la banlieue s'est transformée. Pour des entreprises en quête de diversité, il est devenu « tendance » d'aller puiser dans le vivier de talents des cités. Et Rachida, Fadela ou Amara ont fait leur entrée au gouvernement...

Mais, aux yeux des banlieusards, cela n'est que du « symbole », une goutte d'eau dans leur océan de galères. Nicolas Sarkozy leur a garanti bien plus quand il n'était « que » prétendant au poste suprême : « Un plan Marshall. » A sa secrétaire d'Etat à la ville, Fadela Amara, de le piloter. Celle qui a annoncé qu'elle démissionnerait si sa mission accouchait d'une souris vient de lancer une ambitieuse consultation : 200 « rencontres territoriales », d'Aulnay-sous-Bois à Saint-Denis... -de-la-Réunion, pour noter les doléances qui reviennent sans cesse sur les dalles hexagonales. De ces « états généraux » sortira une série de propositions soumises au chef de l'Etat, qui tranchera début 2008. Lassées par des discours qu'elles connaissent par cœur, les cités redoutent que ce vaste chantier se métamorphose encore et encore en « opération de com ». « Le gosse des quartiers se fiche de la conférence de presse du ministre, répète Mahyar Monshipour, champion de boxe qui connaît bien les cités. Il reprendra espoir quand il retrouvera un boulot. »

VINCENT MONGAILLARD

« La République est aux abonnés absents »

KARIM ZERIBI, fondateur du Parlement des banlieues
La situation a-t-elle évolué depuis l'automne 2005 ?

■ **Karim Zéribi.** La réforme profonde n'a pas eu lieu. Eu égard à ce qui s'est passé dans notre pays, il y a eu un manque d'ambitions. A la Castellane à Marseille, à Lille-Sud ou au Mirail à Toulouse, le taux de chômage reste trois à quatre fois plus élevé que la moyenne nationale. Il y a toujours des gens en grande souffrance, qui sont dans l'inutilité sociale. Tout est fait pour favoriser un repli communautaire. La République est aux abonnés absents dans les quartiers, alors qu'il faut aller à la reconquête. Je ne suis pas dans une logique de demander plus, mais de faire mieux avec ce que l'on a. Les politiques restent dans l'incantation. Il est temps de sortir du discours misérabiliste.

La nomination de Fadela Amara au secrétariat d'Etat à la ville change-t-elle la donne ?

Ouvrir, comme elle l'a fait, un blog pour faire parler des minots de 15 ans qui écoutent Skyrock en croyant que c'est la recette miraculeuse ne fera pas sortir les cités du marasme. Les quartiers ne veulent

pas de grands discours, de mesurées. La banlieue doit passer de la culture du fatalisme à la culture du tout est possible, du désespoir à l'espoir. On ne réussira cette bascule que si le gouvernement fait dans le pragmatisme, en soutenant, notamment, des initiatives privées.

« Sarkozy est resté silencieux »

Croyez-vous au plan banlieue qui se prépare ?

Ce plan Marshall, c'est de la sémantique. C'est dès septembre dernier qu'il aurait dû être présenté, pas en janvier prochain. On en est encore à la consultation, on fait du Ségolène Royal, du participatif ! Depuis sa prise de fonction, Nicolas Sarkozy est sur tous les fronts. Mais sur la question des banlieues, il est resté silencieux. C'est pourtant un peu sur ce sujet qu'il s'est fait élire. J'ai cru qu'il pouvait apporter un électrochoc, je suis déçu. Il doit reprendre la main. Il faut qu'on puisse enfin se dire : Ça y est, la France a compris !

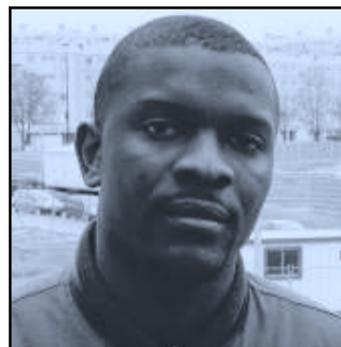
PROPOS RECUEILLIS PAR V.M.D

Quand il faut changer d'adresse pour trouver du travail

« **O**N PEUT parler de discrimination toute la soirée. Ma vie est une discrimination. » Blouson bleu, jeans large, casquette noire dans la main, Rodrigue prend la parole. Le jeune homme de 25 ans, d'origine congolaise, assistait hier, à Champigny (Val-de-Marne), à la première des trois « rencontres territoriales de la ville » organisées dans le département. Imaginées par Fadela Amara, secrétaire d'Etat chargée de la Politique de la ville, ces rencontres doivent servir de boîtes à idées pour construire le plan Banlieue qui sortira en janvier prochain. Thème de la rencontre : l'égalité des chances dans l'accès à l'emploi. Dans la salle, des élus locaux, des représentants de l'Etat, des responsables associatifs, des chefs d'entreprise et quelques habitants. Tout le monde est là... enfin presque. « Je vois que je suis le seul jeune, lance, amusé, Rodrigue en se levant. Mais c'est pas grave. »

« La discrimination ici, c'est banal »

Calmement, sans agressivité, le jeune homme raconte son quoti-



CHAMPIGNY-SUR-MARNE, (VAL-DE-MARNE), HIER. Rodrigue était le seul jeune présent à la première « rencontre territoriale de la ville ». (LP/VINCENT VERIER.)

dien. La police, qui « dès qu'elle voit un jeune Noir dans la rue se sent obligée de le contrôler », et surtout les centaines de CV envoyés pour des postes de vendeur et qui obtiennent toujours la même réponse : « Vous ne correspondez pas au profil. » « Pourtant, explique Rodrigue, j'ai tout de même un niveau bac pro commerce et j'ai fait plusieurs stages... Si ça, ce n'est pas de la discrimination ! »

Autour, le public, près de quatre-

vingt-dix personnes, écoute poliment, même pas étonné par son histoire. « La discrimination dans les banlieues, c'est banal, poursuit en aparté le jeune homme. Ce matin par exemple (NDLR : hier), j'ai demandé à un agent de la RATP s'il pouvait remagnétiser ma carte de transport. Il m'a envoyé balader. J'ai été voir un autre agent. Il a accepté. Le premier était blanc, le second antillais », raconte Rodrigue. « C'est comme le permis de conduire. Si t'as pas d'argent, t'as pas le carton rose, donc tu ne peux pas travailler loin de chez toi. Résultat, j'ai dû conduire sans permis pour travailler et pouvoir le passer. »

Le jeune homme regarde les tours qui entourent le centre Youri-Gagarine, où se tient la rencontre, et poursuit : « Je crois même que le fossé entre la banlieue et le reste de la France s'est accentué depuis les émeutes. Moi, j'ai trouvé du boulot quand j'ai changé d'adresse, quand j'ai quitté le Bois-l'Abbé (NDLR : quartier réputé sensible du département). C'est pour ça qu'il n'y a pas de jeunes à cette réunion. Le diagnostic, on le connaît. On veut du concret maintenant. »

VINCENT VERIER